



Pacte international relatif aux droits civils et politiques

Distr. générale
24 septembre 2020
Français
Original : anglais

Réunion des États parties

Trente-huitième réunion

New York, 17 septembre 2020

Points 5 et 6 de l'ordre du jour provisoire

Élection, conformément aux articles 28 à 32 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, de neuf membres du Comité des droits de l'homme, en remplacement de ceux dont le mandat vient à expiration le 31 décembre 2020

Élection, conformément aux articles 28 à 34 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, d'un membre du Comité des droits de l'homme, en remplacement d'un membre dont le siège a été déclaré vacant et dont le mandat vient à expiration le 31 décembre 2020

Élection de neuf membres du Comité des droits de l'homme, en remplacement de ceux dont le mandat vient à expiration le 31 décembre 2020, et élection d'un membre du Comité pour pourvoir le siège devenu vacant du fait de la démission d'Ilze Brands Kehris (Lettonie), dont le mandat venait à expiration le 31 décembre 2020

Note du Secrétaire général

Additif

1. Conformément aux articles 28 à 34 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, la trente-huitième réunion des États parties au Pacte se tiendra au Siège de l'Organisation des Nations Unies le 17 septembre 2020 (date initialement prévue : le 15 juin 2020).
2. Conformément au paragraphe 2 de l'article 30 du Pacte, le Secrétaire général, par une note verbale datée du 20 décembre 2019, a invité les États parties à désigner, en application de l'article 29 du Pacte, les candidats qu'ils proposent à l'élection de neuf membres du Comité, au plus tard le 30 mars 2020.
3. Les curriculum vitæ de 15 candidats, reçus au 30 mars 2020, figurent dans le document publié sous la cote CCPR/SP/93.

* Nouveau tirage pour raisons techniques (28 septembre 2020).



Liste des candidats supplémentaires désignés par les États parties pour remplacer les neuf membres dont le mandat vient à expiration le 31 décembre 2020

4. Conformément au paragraphe 3 de l'article 30 du Pacte, on trouvera ci-dessous le nom d'une candidate supplémentaire à l'élection ordinaire et celui de l'État partie qui l'a désignée.

<i>Nom de la candidate</i>	<i>Désignée par</i>
M^{me} Marcia V. J. Kran	Canada

5. Le curriculum vitæ de la candidate présentée par le Canada après le 30 mars 2020 figure en annexe au présent document.

Annexe****Marcia V. J. Kran (Canada)**

Date et lieu de naissance : 16 mars 1957 à Morris (province de Manitoba, Canada)

Langue de travail : anglais

Situation/fonctions actuelles

Membre du Comité des droits de l'homme (depuis 2017)

Consultante indépendante en droit international des droits de l'homme (depuis mars 2014)

Principales activités professionnelles

Directrice de la Division de la recherche et du droit au développement, Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (Genève, janvier 2009-octobre 2013) ;

Chef/administratrice chargée des politiques et des programmes, Bureau régional pour l'Asie et le Pacifique du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) (Bangkok, mai 2006-janvier 2009) ;

Chef de l'Équipe chargée de la gouvernance démocratique, Bureau régional pour l'Europe et la Communauté d'États indépendants (Bratislava, septembre 2003-mai 2006) ;

Directrice du Programme de réforme de la justice pénale, Open Society Institute (Budapest, février 2001-janvier 2003) ;

Spécialiste des droits de l'homme, Centre pour les droits de l'homme des Nations Unies (Genève, août 1995-juin 1996) ;

Associée principale, Centre international pour la réforme du droit criminel, faculté de droit de l'Université de la Colombie-Britannique (Vancouver, février 1994-août 1995) ;
Administratrice au Service de la prévention du crime et de la justice pénale, Office des Nations Unies à Vienne (septembre 1991-janvier 1992, mai 1992-septembre 1993) ;

Conseillère sur la politique juridique au Gouvernement canadien (1990-1992) ;

Procureure de la Couronne, province de Manitoba (1981-1987).

Études

Maîtrise (*Master of Arts*), faculté des sciences politiques, Université de Toronto (Canada)

Diplôme en sciences sociales, École supérieure internationale, Université de Stockholm (Suède)

Licence (*Bachelor of Arts*), faculté des lettres, Université de Manitoba (Canada)

Licence en droit (*Bachelor of Law*), faculté de droit, Université de Manitoba (Canada)

Autres activités principales en rapport avec le mandat de l'organe conventionnel concerné

Éminente avocate canadienne ayant une solide expérience du droit international des droits de l'homme, fruit d'une carrière remarquable de trente-cinq années, M^{me} Kran possède à la fois une très bonne connaissance du droit international des droits de l'homme et une vaste expérience pratique acquise en conseillant un grand nombre de pays sur l'application des normes internationales relatives aux droits de l'homme. Dans les diverses fonctions qu'elle a occupées, dans le système des Nations Unies, le milieu universitaire, la société civile et

** Les notices biographiques ne sont pas revues par les services d'édition. Les curriculum vitae complets des candidats, tels que les ont soumis les États parties concernés, sont disponibles sur le site Web du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, à l'adresse suivante : <https://www.ohchr.org/EN/HRBodies/CCPR/Pages/Elections38.aspx>.

l'administration publique, elle a donné des impulsions stratégiques et efficaces dans le domaine des droits de l'homme. M^{me} Kran possède une compréhension et une expérience approfondies des interactions et des liens qui existent entre les droits civils et politiques et les droits économiques, sociaux et culturels, notamment le droit au développement. Elle a une vision d'ensemble réaliste du rôle essentiel que jouent les organes conventionnels des Nations Unies dans la promotion, la protection et la réalisation des droits de l'homme et a apporté une contribution inestimable aux travaux du Comité des droits de l'homme depuis le début de son mandat en 2017.

Publications dans les domaines intéressant le mandat du Comité

Following up – the key to seeing states act on treaty body recommendations 2019
<https://www.openglobalrights.org/key-to-seeing-states-act-on-treaty-body-recommendations/> ;

Contributions à de nombreuses publications des Nations Unies ; The sustainable development goals 2015-2030: What has law got to do with them?; Bhutan's Approach to Human Rights in *Fortress at the Edge of Time*, 1999 ; Protecting Interests of Victims at a Permanent ICC *Cdn. Council of Int'l Law*, 1997 ; R. Cook (dir.), *Human Rights of Women, Cdn. Yearbook of Int'l Law*, 1994 ; Impact of H. Rights Principles on Extradition from Cda. and US with D. Piragoff, *Crim'l Law Forum*, 1992.
